

du pays et à la mise en place de mécanismes dits fonctionnels.

L'action qui se situe dans cette optique du «possible» tente de susciter un certain nombre de «pouvoirs», au niveau le plus bas. Il ne s'agirait pas seulement de développer les potentialités latentes des paysans de manière à ce qu'ils deviennent autonomes, mais aussi de leur permettre de se donner des «capacités d'intervention» au niveau le plus élevé. Ils passeraient ainsi d'une sphère à l'autre, chaque conquête devenant le point de départ d'un autre objectif. Chaque objectif atteint signifierait à la fois l'acquisition d'un «pouvoir» et l'accroissement de «capacités d'intervention».

Cette perception du développement a le mérite certain de sortir d'une dimension faussement humaniste d'une part, et de présenter une dimension politique dans la mesure où elle vise à constituer des pouvoirs d'autre part; elle a aussi le mérite d'obliger à centrer le débat sur les questions internes concernant les pays où l'on souhaite intervenir. Il y aurait lieu de la creuser pour déterminer si les structures de pouvoir émergeant de la situation créée par l'intervention peuvent contrebalancer les structures de pouvoir générées par les structures sociales. Il y a surtout lieu de se demander comment de tels objectifs peuvent être atteints si le préalable de la rupture sociétale, dont découlera un changement de rapports de force sur le plan interne, n'est pas satisfait.

Le bilan, même rapide, des expériences de développement montre que jamais,

jusqu'à présent, de telles structures de pouvoir n'ont pu être constituées parce que, fondamentalement, on n'accepte rien qui puisse entrer en concurrence avec le pouvoir des classes dominantes. Une expérience est tolérée tant et aussi longtemps qu'elle ne devient pas une force porteuse de changement social. A partir du moment où le pouvoir émergeant devient une menace pour le pouvoir établi, celui-ci réagit et brise son concurrent potentiel. Le changement social est, il importe de se le rappeler, conflictuel. On peut déplacer le conflit ou l'aménager, mais non l'éviter.

Le dilemme de la coopération se réduit à quelques questions simples: *Qui fait quoi? Pour qui? avec qui? Au nom de quoi? Qui demande de faire quoi? Qui aide à faire quoi?*

Dans leur simplicité, ces questions remettent en cause les fausses évidences et nombre de certitudes. Elles ramènent à l'interrogation de base sur les conditions à réunir pour que des interventions techniques soient possibles et rentables. Autrement dit, il existe un seuil en deçà duquel toute action *dans* le système est vouée à l'échec. Lorsqu'une action *sur* le système aura permis de dégager l'énergie du plus grand nombre et de la canaliser vers le changement social, alors, le concours de toutes les bonnes volontés, de tous les hommes de progrès qui voudront s'insérer dans le projet de développement choisi sera accepté, en partie en tant que réparation et en partie en tant que geste de solidarité.